



Brutalité policière p.3

Les matraques québécoises se font aller joyeusement selon Francis Dupuis-Déri



Zoologie politique p.4

Les manifestes ne sont pas une malédiction mais une saison



Banlieues parisiennes p.5

Les affres de l'immigration en France vues de l'intérieur par Isabelle Baez

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 9 • n° 3 - 4 Décembre 2005 - Janvier 2006 3,50\$



Gomery lèche la main qui le nourrit

PAUL MARTIN S'EN TIRE SANS LE MOINDRE BLÂME. Au moment où Ottawa commettait à répétition le crime des commandites, il était ministre des Finances et président du Conseil du trésor. Pourtant, dans son rapport, le juge Gomery l'exonère complètement.

C'est à n'y rien comprendre. Un quart de milliard de dollars peuvent filer entre les doigts du ministre des Finances et président du Conseil du trésor, et cela est normal?

Vous n'y comprenez rien vous non plus, parce que vous raisonnez bien.

Pour comprendre, il faut lire le rapport attentivement. L'explication se trouve dans un bout de phrase. Le voici: « les ministres ne sont pas responsables de ce qu'ils ne savent pas ». Et voilà, le tour est joué. Martin et les autres ministres ne savaient pas. Ils étaient donc d'une incompetence scandaleuse s'ils ne savaient pas où coulait l'argent des contribuables.

Mais en réalité, l'affirmation du juge est tout simplement fautive. Voilà un des aspects du principe fondamental de la responsabilité ministérielle. Le ministre doit répondre au Parlement de l'usage qui est fait des sommes confiées à son ministère, qu'il soit ou non au courant de tous les faits. S'il n'est pas responsable, personne ne l'est, ce qui est impensable en régime parlementaire.

Depuis quelques années, des personnes de bonne volonté, constatant la complexification des budgets gouvernementaux, ont soutenu que puisque les ministres ne peuvent pas être au courant

Nouveau slogan du parti libéral de Paul Martin suite au dépôt du rapport Gomery...



Martin et les autres ministres ne savaient pas. Ils étaient donc d'une incompetence scandaleuse.

de tout, il fallait se tourner vers les sous-ministres et autres fonctionnaires supérieurs. Ceux-ci seraient alors non pas responsables, mais « imputables ». Le mot est mal choisi, étant donné qu'on impute les actions et non pas les personnes. D'ailleurs, on n'a pas besoin d'un nouveau mot. Les fonctionnaires aussi sont responsables, mais auprès de leurs ministres, dans le secret des officines, et non pas auprès du Parlement.

Quoi qu'en dise le juge, les ministres, dans ce contexte, sont responsables de ce qu'ils ne savent pas. À eux de tout savoir de ce qui est important. Personne ne prétend que le poste de ministre est de tout repos.

Monsieur Gomery, on comprend que Paul Martin s'est bien comporté envers vous, au moins jusqu'à maintenant, mais cela ne doit pas vous aveugler.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Accords de Kyoto

Considérable effort français pour s'y conformer. Des milliers de voitures déjà détruites dans les banlieues.

Jugement Vers demain

Au lendemain du tremblement de terre au Cachemire, le Journal de Montréal offre cette manchette « 40 000 morts / Qui les aidera ? » Quant aux survivants, il est question de les abonner.

Espoir

Si Guy Cloutier a acheté le silence de René Simard, pouvons-nous rêver qu'il ne chantera plus?

Le sens des valeurs

N. Pétrowski se formalise de ce que P. Falardeau ait touché de l'argent pour passer à *Tout le monde en parle* (ce qui est une pratique des plus régulières), mais elle ne s'inquiète pas un instant qu'il y ait banalisé l'assassinat politique de Pierre Laporte en le comparant à un accident de la circulation.

Gare de triage d'Outremont

Un cadeau de 100 \$ millions au CP

PAR JACQUES BOUCHARD

LE 8 NOVEMBRE DERNIER, LUC VINET, le nouveau recteur de l'Université de Montréal (UdeM), déclarait lors d'une allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain que: « la possibilité de développer un campus sur le terrain de la gare de triage d'Outremont (GTO) se présente comme une occasion extraordinaire. » Ça dépend pour qui. Pour le Canadien Pacifique (CP), c'est évident, pour les contribuables, c'est moins certain.

L'offre d'achat de l'UdeM est valable jusqu'au 30 avril 2006, mais la vente du terrain devrait se conclure avant la fin de l'année, selon Michel Spénard, porte-parole du CP (*L'Express d'Outremont* 17-11). Les contribuables québécois risquent de se faire passer un beau sapin pendant le temps des Fêtes. Pourquoi l'UdeM devrait-elle acheter le terrain de la GTO même s'il n'est plus question d'y construire le CHUM? Car il y a matière à se poser de sérieuses questions, surtout lorsqu'on prend connaissance de l'offre d'achat négociée par l'entremise de Paul Desmarais père¹. Ça ressemble sacrément à un cadeau de plusieurs dizaines de millions de dollars de fonds publics au CP, tout en débarassant cette compagnie privée (voir encadré), d'un problème coûteux et compliqué pour elle à résoudre.

En plus du prix d'achat de 20 \$ millions pour le terrain, l'UdeM devra assumer les coûts de décontamination qui pourraient dépasser 40 \$ millions, auxquels pourrait s'ajouter un autre 25 \$ millions pour l'expropriation des terrains nécessaire à la relocalisation des voies ferrées, qui elle pourrait coûter un autre 10 \$ mil-

lions. Et la cerise sur le gâteau, l'UdeM s'engage à verser une prime de 4 \$ millions pour que le CP cesse de transporter certaines matières dangereuses (pas toutes), en plus d'assumer les frais



Qu'est-ce qu'on va construire sur le site d'Outremont???

de toute réclamation dans l'hypothèse, fort probable, où la contamination du sol toucherait les terrains voisins. Pourquoi donc l'UdeM devrait-elle courir le risque de payer autour de 100 \$ millions pour un terrain évalué à un peu moins de 6 \$ millions par la ville de Montréal? *That is the question!*

Comme l'a expliqué en commission parlementaire Mme Denyse Nepveu², directrice des affaires publiques et affaires gouvernementales du CP, la vente du terrain à l'UdeM et la relocalisation des voies sera « une réorganisation importante des installations du CP dans la grande région de Montréal, ce qui améliorera les activités ferroviaires, profitant ainsi aux expéditeurs ainsi qu'à l'économie de Montréal et celle de la province. » Le réaménagement de la GTO fait partie depuis longtemps d'un plan de restructuration du CP, entrepris il y a plusieurs années. La compagnie regroupe progressivement ses activités ferro-

vaires en périphérie et vend ses installations désaffectées en milieu urbain, ou les développe elle-même quand ça peut devenir rentable. Pensons à la gare de triage Glen où se construit actuellement le CHU McGill, au site des usines Angus, au Centre Bell, à la Gare Windsor, etc.

Ce n'est pas la première fois que le CP tente de recycler la GTO. En 1995, la branche immobilière de la compagnie a présenté un projet de développement résidentiel d'environ 2 400 logements qui fut refusé par les Outremontais, à cause de la trop grande densité de logements proposés. On présume que le CP désirait ainsi rentabiliser les coûts élevés de décontamination du site.

Peu importe qui achètera la GTO, le CP devra procéder au réaménagement des voies ferrées. La GTO est au cœur du réseau ferroviaire montréalais. Les convois de marchandise destinés au port de Montréal, et les trains de banlieue de la rive nord qui aboutissent au centre-ville la traversent, au total une trentaine de trains par jour. Don Campbell, vice-président, Planification et expansion des affaires, et négociateur en chef du CP de l'offre d'achat de l'UdeM, a confirmé en commission parlementaire que la relocalisation des voies ferrées sera entièrement aux frais de l'UdeM, c'est-à-dire des contribuables. La nouvelle voie coûtera entre 6\$ et 10\$ millions, a précisé Campbell.

Autre petit détail peu discuté publiquement,

l'UdeM pourrait devoir ajouter au moins 20 \$ à 25\$ millions et plus, pour exproprier les terrains nécessaires à la relocalisation des nouvelles voies, selon l'évaluation de Don Campbell. La ligne proposée serait construite à l'emplacement d'un ancien corridor ferroviaire vendu par le CP il y a 10 ou 15 ans. Et oui, vous avez bien lu. Le gouvernement pourrait dépenser 25\$ millions pour exproprier des terrains vendus par le CP il y a une quinzaine d'années, pour les redonner gratuitement au CP, en plus d'y construire de nouvelles voies ferrées, dont le CP a besoin de toute façon pour améliorer son service. Bienvenue en Absurdistan!

L'UdeM achètera la GTO « sans garantie légale ni conventionnelle de quelque nature que ce soit de la part du vendeur concernant la qualité environnementale de l'immeuble et, en particulier, la composition et la qualité du sol et des eaux souterraines », stipule l'offre d'achat.

Suite page 4: Un cadeau

Le scandale du Pacifique

En avril 1873 « le scandale du Pacifique » éclate. Le gouvernement de John A. Macdonald, premier Premier ministre du Canada dont l'illustre tronc d'alcoolique hétébé « agrémente » les billets de 10\$, est accusé de corruption. Le parti conservateur a accepté au moins 350 000\$ en pots-de-vin du financier et armateur montréalais Hugh Allan, lequel s'est vu accorder en retour, le lucratif contrat de construction du chemin de fer transcontinental, le Canadien Pacifique. En novembre 1873, Macdonald doit démissionner.

La Canadian Pacific Railway Company est officiellement incorporée le 16 février 1881. Le gouvernement canadien lui accorde une subvention de 25 millions de dollars, lui transfère environ 10 millions d'hectares (25 millions d'acres) de terres, défraie les coûts de l'arpentage de ces terres (37 \$ millions), et l'exempte de taxes foncières pour les 20 années suivantes.



Numéro double



D'ABORD, MERCI À CEUX QUI ONT CONTRIBUÉ À LA SOIRÉE, tant comme invité, comme organisateur que comme spectateur de *Personne n'en parle*. Grâce à de nombreuses personnes présentes, la soirée et le party furent un franc succès. Les fonds amassés ont permis de renflouer les coffres du conglomerat *Couac World*. Le licenciement de 200 000 employés dans nos usines asiatiques na pas nui non plus.

Pour ceux qui n'ont pu y assister, rassurez-vous, le spectacle a été filmé en entier. Le service de post-production de la branche cinématographique de *Couac World* envisagerait la production d'une émission des meilleurs moments qui, nous l'espérons, sera largement diffusée par notre réseau de télévision *TéléCouacWorld* et publicisée dans nos pages. Le concept a tellement plu, que *TéléCouacWorld* songerait à s'en inspirer pour lancer de nouvelles émissions originales. Deux projets sont actuellement envisagés: *Couacacadémie* et *La fosse aux Couacs*. Selon la rumeur, Radio-Cadenas aurait approché notre potiche de service pour lui offrir un talk-show de fin de soirée pour remplacer le *Télé-Journal*, qui s'appellerait tout simplement, *Marco*.

Le *Couac* que vous tenez actuellement entre vos mains est à la fois le numéro de décembre et de

janvier. Le *Couac* était en effet le seul mensuel indépendant québécois qui s'obstinait depuis 8 ans à publier 12 numéros par année sans jamais lever la pédale, et ce malgré la fermeture de notre imprimeur durant 2 semaines en décembre, véritable casse-tête à la production du journal. Voilà pourquoi nous avons décidé cette année de faire un numéro double durant cette période. Nous tenons à rassurer nos abonnés, qui verront leur abonnement automatiquement prolongé d'un mois.

Mais pour être francs, les vraies raisons de ce numéro double sont toutes autres. En réalité, les artisans du *Couac* portent en horreur la saison dites des « Fêtes » et en profitent pour se planquer en Mauritanie, à Kamouraska, Pointe-Saint-Charles ou au Lac Cornu. De plus, il est maintenant officiel que nous aurons des élections fédérales à la fin janvier. Or, la campagne électorale s'annonce longue, ennuyeuse et d'une vacuité intellectuelle supérieure à la moyenne. C'est donc par respect pour votre intelligence, chers lecteurs, que nous éviterons de faire l'écho de cette cacophonie dans nos pages.

Un joyeux Noël quand même, à ceux qui ne sauront l'éviter.

L'ÉQUIPE DU COUAC

Final decision

From : UNFCCC Press Office <press@unfccc.int>
Date : Monday, October 24, 2005 7:04 AM
Subject : Re : Accreditation - de Guise

Dear Clôde de Guise,

Your application for press/media accreditation to the forthcoming United Nations Climate Change Conference has been reviewed. We are sorry to inform you that your application does not meet the criteria for accreditation to this conference. This decision is final.

Regards,
UNFCCC Press Office

Mise en contexte

J'ai fait une demande d'accréditation comme journaliste pour *Le Couac* pour suivre le déroulement de la Conférence des Parties sur les changements climatiques qui avait lieu à Montréal, du 28 novembre au 9 décembre. J'ai suivi les consignes exigées pour la requête: un formulaire d'identification, une lettre d'intention de la rédaction sur papier-en-tête du journal, deux articles récents, une photocopie de mon passeport et de ma carte de presse. Bref, tout y était.

On me répond, en anglais, que je ne remplissais pas les critères... Quels critères? Comme vous pouvez le constater, ils n'explicitent pas et finissent par le jugement décisif, fatal et sans retour: «This decision is final». Passez vous cela entre les dents et Vlan!

On parle beaucoup du phénomène de plus en plus répandu de la concentration de la presse. Mais, ce que la majorité ignore, c'est que de nombreux journalistes qui travaillent à la pige ou pour des médias alternatifs se voient refuser l'accréditation pour assister à plusieurs grands événements où se joue le sort de l'humanité.

L'accès à l'information n'est pas une denrée distribuée démocratiquement, qu'on se le tienne pour dit!

CLÔDE DE GUISE

COURRIER DES LECTEURS

Cet hiver, ne vous trompez pas de sirop

La Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ), évidemment affiliée à l'UPA, déclare un surplus d'inventaire de 56 millions de livres de sirop invendu.

Dans un marché libre, n'importe quelle entreprise aux prises avec un tel inventaire ferait une vente pour écouler ce stock.

Or, au lieu de vendre à rabais un produit qui se gâte avec le temps, la FPAQ demande à la Financière agricole, financée par l'ensemble des contribuables, un octroi de plus de \$25M pour mettre sur pied une campagne publicitaire visant à inciter les consommateurs (contribuables) à acheter du sirop.

Vous aussi, lecteur/trice, pensez que c'est une blague, hein.

Mais ce n'est pas la meilleure: le sirop pour lequel la FPAQ maintient artificiellement le prix élevé est de qualité douteuse. Cet automne, lors des tests effectués sur plus de 300 échantillons, 88% se sont révélés avoir des problèmes de salubrité et 50 % ont des problèmes de salubrité graves. Une canne sur deux vendue dans les grandes surfaces. Vous n'en mourrez pas mais vous allez être malade. Non seulement ce n'est pas une blague mais elle a mauvais goût en plus.

Vous en voulez encore une: à cause des surplus, cette même FPAQ demande à ce qu'on paie des producteurs pour ne pas

qu'ils produisent. Après, évidemment, les avoir incité antérieurement à produire au maximum pour qu'ils puissent ainsi posséder le plus gros quota possible. On les paierait avec quel argent? Pas l'argent de l'UPA qui prélève sa «cote» sur chaque canne produite et vendue et dont le budget d'opération est considéré supérieur à celui du MAPAQ. Non. L'argent des contribuables-consommateurs. Ces derniers paieraient donc quatre fois pour le sirop: subventions pour le produire, subventions pour ne pas le produire, subvention pour se le faire vendre et achat sur la tablette des grandes surfaces.

Comme dans ce qui se passe au niveau des banques ou des pétrolières, nous sommes soumis à un monopole: l'UPA est le seul syndicat agricole qui, légalement, peut représenter les agriculteurs. Elle impose sa vision, ses façons de faire à tout le monde et il ne nous reste qu'à payer le gros prix pour des produits de qualité douteuse.

Guy Boissé

Lucides

De quelle lucidité parle-t-on? Pour qui se prennent ces penseurs venus nous éclairer du haut de leur Emyrée avec leurs propos paternalistes et accusateurs? [...]

Les signataires du Manifeste sont pour l'égalité. Mais de quelle égalité s'agit-il au juste? Les citoyens sont tous sur le même pied quand il est question de socialiser les pertes!

Hausse des tarifs hydro-électriques, des frais de scolarité et des taxes à la consommation, sans égard à la capacité de chacun d'absorber les coûts!

Mais pour ce qui est du partage des richesses et des profits, on passe en mode privatisation!

Sur l'imposition des profits des corporations, sur l'élimination des abris fiscaux, sur les redevances à l'extraction de nos ressources naturelles, on reste muet. [...]

Ce Québec moderne, soucieux de justice sociale pour tous ses citoyens, ce sont nos parents qui l'ont édifié, marqués par les inégalités vécues par les générations qui les ont précédés. Or, les moyens proposés par les signataires du Manifeste vont à l'encontre de ce «vivre ensemble» qui nous caractérise en tant que peuple. Le destin du Québec n'appartient pas qu'à une élite de parvenus et de comptables. C'est à l'ensemble des Québécois qu'il incombe de décider de ses priorités et de se doter de moyens progressistes de s'acquitter de ses responsabilités sociales.

Dominique Ritchoy
Montréal (Québec)

Écrivez-nous!

Le *Couac* publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal: Le *Couac*, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

PLOGUE

Deux magazines socio-écono-politico-humaniste pour le prix d'un!

Dans le paysage des médias indépendants du Québec, Benoît Perron est décidément un drôle d'oiseau (il a d'ailleurs déjà collaboré au *Couac* avec la regrettée chronique «Confit d'Intérêts»). Véritable électron libre capable de débiter en un temps record les multiples relations d'affaires qui lient entre eux les puissants de ce monde (ceux qui ont assisté à *Personne n'en parle* ont pu le constater...), Perron anime depuis plusieurs années non pas une, mais deux émissions de radio qui expliquent en langage clair les liens entre différents événements d'actualité et les intérêts privés qui se cachent derrière eux.

Pour laver notre économie sale en public, pensez donc à sintoniser CISM, le 89,3- FM, tous les mardis matins de 9:00 à 10:00 pour écouter **Zone de résistance**. Et si vous êtes un lève tard, pas de problème, Perron récidive le même jour de 13h00 à 14h00 à l'antenne de CIBL 101,5- FM avec son autre émission, **l'Éconoxydable**. Info: perronb@sympatico.ca

Abonnement: Spécial des Fêtes!

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac



Pratique: Cette année, donnez un cadeau qui revient tous les mois.

Négligent: Quoi? Vous avez encore des amis à qui vous n'avez pas fait découvrir *Le Couac*?

Militant: En ces temps de concentration de la presse, encourager la presse indépendante est l'un des gestes les plus subversifs qui soit...

Mais notre meilleur argument est encore qu'à **25\$ pour 12 numéros** (au lieu de 35 \$), notre Spécial des Fêtes fait un maudit beau cadeau!

Pour les tarifs de groupe, institutionnel et à l'étranger voir le www.lecouac.org.



Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au *Couac*?
Vous pouvez nous faire parvenir vos textes/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

«Vice-président à l'information et éditeur adjoint»: David Ledoyen

Co-Rédacteurs en chef: Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin

Collaborateurs: Isabelle Baez, Pierre de Bellefeuille, Marius Campean, François Cavailles, Claude G. Charron, Thomas Déri, Jérôme Drevon, Francis Dupuis-Déri, Clôde De Guise, J. Mercure, Patrick Mignard, Michel Rioux, Marco Silvestro, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse, Le cercle de zoologie politique Winston-Smith.

Illustrations et photos: Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Serge Ferrand, Sniper, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleurs et travailleuses syndiqués-es de Payette et Simms inc.

Distribué par: Messageries de Presse Benjamin Inc.

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: lecouac@vif.com (514) 596-1017.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

Bombarder, dégraisser, anglaïser

22 novembre

Jusqu'à cette année, cette date marquait la fin tragique de John Kennedy, tombé sous les balles d'on ne sait pas encore trop qui. Trop de monde, du plus ou moins beau monde, avait intérêt à ce que cet homme disparaisse à tout jamais. Pour la faire taire, en quelque sorte.

L'histoire ne prenant pas de mieux, il s'est trouvé trois événements à marquer cette journée de novembre de l'an de grâce 2005.

On apprenait d'abord, par le quotidien britannique *The Mirror*, que George Bush avait caressé l'idée de faire bombarder les installations de la télévision arabe Al Jazira au Qatar. Pour la faire taire, en quelque sorte.

Puis on trouvait à la une de *La Presse* une manchette particulièrement méprisante pour des ouvriers qui n'ont pas le choix des voitures qu'ils fabriquent: «Dégraissage majeur chez GM». N'auront plus grand voix, ces 30 000 dégraissés.

Et enfin, dans une magnifique photo couleur, *La Presse*, encore, nous présentait le spécialiste-des-questions-de-sécurité-chauffeur-messager-redevenu chauffeur du ministre Pierre Pettigrew. Disparu pendant quelques mois pour faire taire les rumeurs, sans doute.

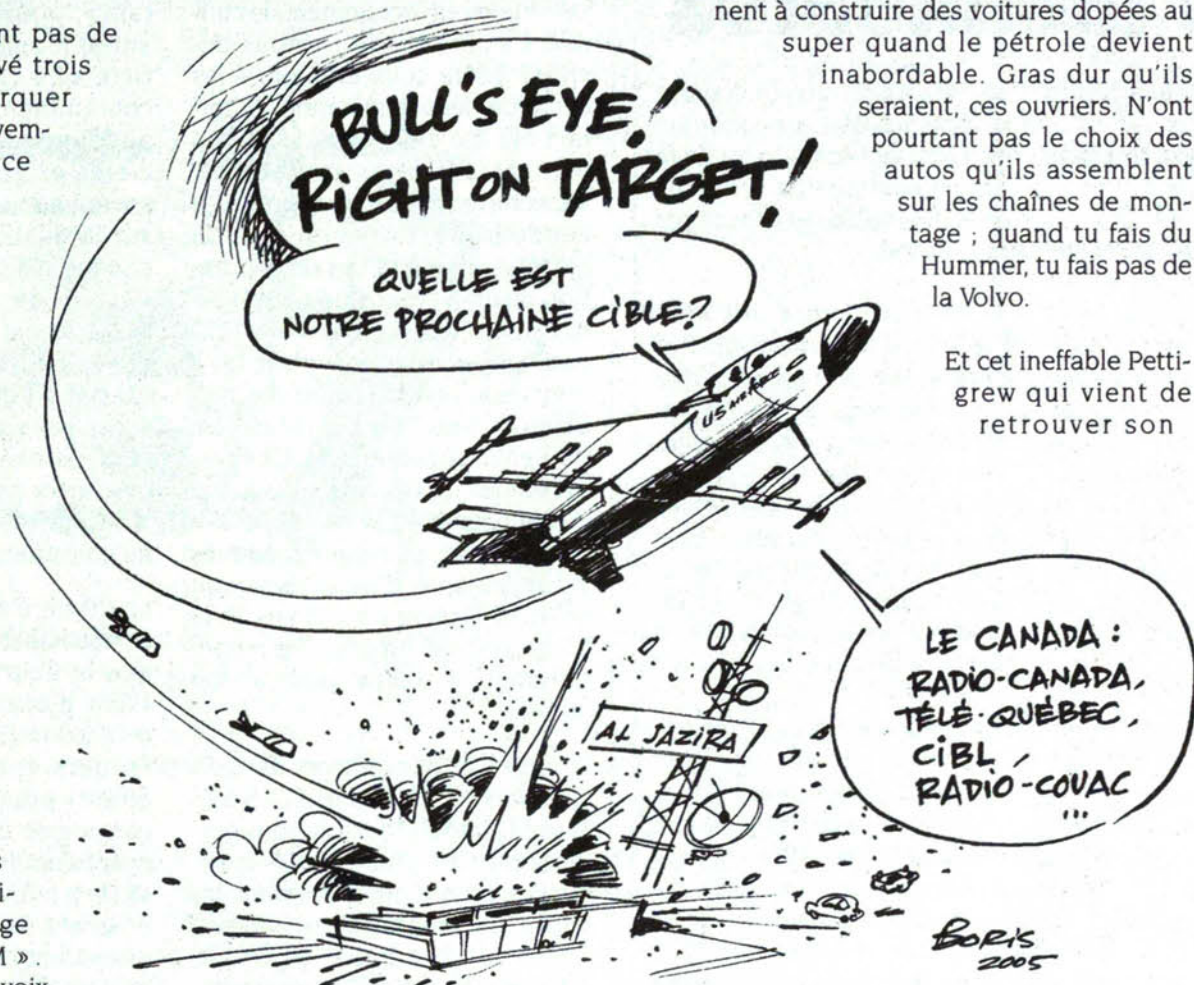
Plus rien ne sera plus pareil désormais, se dit-on devant autant d'événements qui, à l'instar de ce qui s'est passé en 1963, marqueront l'histoire à tout jamais.

Prenons le cas Al Jazira. Ce qui étonne dans l'affaire, ce n'est pas tant l'envie de Bush de gonfler les biceps pour que prévaille l'ordre impérial. On a fini par s'habituer à cette diplomatie à la Rambo et Terminator. Ce qui est hors de l'ordinaire, c'est l'empressement mis par la presse britannique, habituellement si peu docile, à obéir aux diktats du gouvernement en acceptant de ne plus parler de cet entretien entre Blair et Bush au cours duquel le bombardement a été évoqué. Quoique... Si vous n'étiez pas d'aussi indécrota-

bles démocrates, avouez que cela vous ferait sans doute un petit velours d'apprendre que le réseau FOX a été mis KO.

Le dégraissage maintenant. Les mots ne sont pas neutres et celui-là l'est encore moins que beaucoup d'autres. Ces 30 000 dégraissés de GM, comme ils disent, paient pour les erreurs accumulées par les boss, qui s'acharment à construire des voitures dopées au super quand le pétrole devient inabordable. Gras dur qu'ils seraient, ces ouvriers. N'ont pourtant pas le choix des autos qu'ils assemblent sur les chaînes de montage; quand tu fais du Hummer, tu fais pas de la Volvo.

Et cet ineffable Pettigrew qui vient de retrouver son



chauffeur! Il était temps. Gilles Dupeppe s'en inquiétait la veille même des retrouvailles: il ne se comprend plus depuis qu'il a perdu son chauffeur, il en est tout excité, avait-il dit à la suite de la remarquable sortie de Pettigrew sur les losers du Parti Québécois. La chose vous a-t-elle échappé? Sur la photo en question, le ministre en sursis et son chauffeur dégustent un café à la terrasse d'un bistro parisien. Au-dessus de leur tête, on peut lire une affiche disant ceci: petits déjeuners à l'anglaise. Un esprit mal tourné pourrait comprendre qu'en filant à l'anglaise à Paris — d'où il avait fallu le sortir de force pour qu'en sa qualité de ministre des Affaires extérieures il s'occupe des victimes du tsunami — Pettigrew n'avait que pour but avec ce voyage d'anglaïser* quelqu'un.

Ce Pettigrew nous étonnera toujours.

MICHEL RIOUX

* Anglaïser: Couper les muscles abaisseurs de la queue afin qu'elle se tienne horizontale. *Le Petit Robert.*

Lettre d'un vieux à son jeune chef

Cher André Boisclair,

Sciemment ou pas, tu as divisé le monde en deux: les jeunes et les vieux. Cela s'appelle l'âgisme. Ton appel à la première moitié a réussi. Évidemment, tu t'en réjouis, mais j'aurais du mal à t'en féliciter, tout simplement parce que l'âgisme est fondé sur des préjugés déplorables.

Les frontières entre les générations sont floues. Il y a des jeunes déjà vieux et des vieux encore jeunes. Comme chez les vieux, il y a des jeunes qui sont brillants et d'autres stupides. Je ne sais pas qu'au Québec, les jeunes aient particulièrement du mal à trouver leur place au soleil. Sauf peut-être parmi les pauvres, mais ça, c'est un autre problème, qui, soit dit en passant, ne semble pas te préoccuper spécialement.

Je ne suis pas un déchireux de carte de membre. Je vais continuer de militer pour l'indépendance. Je ne me priverai pas de te donner des conseils. Le premier qui me vient à l'esprit, c'est d'inclure dans ton entourage des personnes d'expérience, dont certaines, évidemment, seront plutôt «vieilles».

Je songe évidemment, parmi d'autres, à Louis Bernard, Pauline Marois, Pierre Dubuc dont les avis te seraient utiles. Et aussi, pourquoi pas, à Jacques Parizeau et Bernard Landry qui, si l'on peut dire, n'ont pas accroché leurs patins

Faute de sages conseils, tu as déjà trébuché sur la question du recours à la clause dérogatoire pour exclure le privé du régime de santé. Tu t'es alors mis en contradiction avec l'aile parlementaire du parti qui réclame ce recours. Tu continues de décevoir des partisans de tous âges par la vacuité de la plupart de tes réponses aux questions des journalistes. Le déséquilibre fiscal, qui devient ton leitmotiv, n'explique pas tout.

J'ai plus que le double de ton âge. Je pourrais être ton père et même, selon les coutumes d'autrefois, ton grand-père. J'estime pourtant que ce qui nous distingue n'est pas une affaire de générations, mais plutôt de perceptions politiques. Heureusement, la cause de l'indépendance nous unit, à moins que tu ne tombes dans le piège du «pierre-marquisme»...

Cordialement,

PIERRE DE BELLEFEUILLE

L'ONU blâme la police de Montréal

PLUS DE 2500 MANIFESTANTS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS AU QUÉBEC DEPUIS 1999, la majorité à Montréal. Le 2 novembre, le Comité des droits de l'Homme de l'ONU a déclaré s'inquiéter à propos du Canada où «la police, en particulier à Montréal, pratique des arrestations de masse de manifestants», ce qui brime la liberté d'expression et d'assemblée. Le comité invite le

Est-il légitime de considérer tous les manifestants coupables par association?

Canada «à mener une enquête» sur la police de Montréal. La tactique d'arrestation de masse, qui consiste à encercler rapidement le plus grand nombre de manifestants, semble contrevirer au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont le Canada est signataire, puisque l'ensemble des manifestants sont alors piégés par les policiers, indépendamment des gestes posés par chaque individu. Une fois encerclés, les manifestants sont déclarés en état d'arrestation et généralement tirés un par un de la foule, menottés, fouillés, photographiés, fichés puis accusés d'attroupement illégal. Opération dure des heures, sans possibilité pour les «arrêtés» de contacter un avocat, ni d'avoir accès à de l'eau, de la nourriture, des toilettes, des tampons et serviettes hygiéniques.

Même si des méfaits sont commis par quelques manifestants, est-il légitime de considérer tous les manifestants coupables par association? L'article 63 sur «l'attroupement illégal» du Code criminel canadien propose un tel amalgame. L'ONU laisse entendre que la loi canadienne contrevient ici au droit fondamental de chacun à participer à des manifestations. La critique de l'ONU rejoint la thèse de Patrick Forget, auteur du livre *Sur la manifestation* (2005), qui constate que la disposition du Code criminel «remet entre les mains des policiers le pouvoir de nier l'exercice de droits constitution-

nellement protégés.» Réagissant au blâme de l'ONU, le directeur adjoint de la police de Montréal déclarait que «les arrestations de masse sont toujours la dernière alternative. On fait ça seulement quand il y a des débordements majeurs pendant une manifestation.» Si ces propos sont correctement rapportés par les médias, ce policier ment. Les 66 étudiants de l'UQAM encerclés le 24 novembre 1999 manifestaient paisiblement

sur la rue Sainte-Catherine contre une entente entre leur université et Coca-Cola. Pire: le 26 avril 2002, les policiers ont encerclé environ 500 personnes avant même le début d'une manifestation contre le G8. Un porte-parole de la police avait parlé d'une «intervention préventive», expression qui révèle la fausseté de la réplique de la police au rapport de l'ONU.

À court d'espoir de voir les policiers respecter leurs droits, des manifestants arrêtés ont intenté des recours collectifs contre la Ville de Montréal. L'un de ces recours évoque une «discrimination fondée sur les convictions politiques» dont seraient coupables les policiers, qui ne ciblent que les manifestations associées à tort ou à raison à l'extrême gauche, l'altermondialisme et l'anarchisme. Des études en sciences sociales sur la brutalité policière tendent à confirmer la discrimination dont font preuve les policiers, plus prompts à brutaliser et brimer les droits d'individus qu'ils perçoivent comme «marginaux» et «déviant».

Deux jours après la parution du rapport de l'ONU, une manifestation «anticapitaliste» avait lieu à Montréal, en solidarité avec les Argentins qui protestaient contre le Sommet des Amériques. La police de Montréal n'a pas procédé cette fois à des arrestations de masse. Pourquoi a-t-il fallu attendre la voix de l'ONU pour que les policiers de Montréal respectent enfin les droits fondamentaux de leurs concitoyens, soient-ils «jeunes» et «anarchistes»?

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Principales arrestations à caractère politique au Québec depuis 1999

- 24 novembre 1999: 66 arrestations (encerclement). Manifestation d'étudiants de l'UQAM contre Coca-Cola.
- 15 mars 2000: 112 arrestations (encerclement). Manifestation contre la brutalité policière.
- 1^{er} mai 2000: 144 arrestations (encerclement). Manifestation d'«anarchistes» à Westmount en l'honneur de la fête des travailleurs.
- 24-25 octobre 2000: 46 arrestations. Manifestations contre la réunion du G20 à Montréal.
- 19-21 avril 2001: 481 arrestations. Manifestations contre le Sommet des Amériques à Québec.
- 29 septembre 2001: 82 arrestations (encerclement). Manifestation propalestinienne à Montréal.
- 15 mars 2002: 371 arrestations (encerclement). Manifestation à Montréal contre la brutalité policière.
- 26 avril 2002: Entre 400 et 500 arrestations (encerclement). Avant une manifestation contre une réunion préparatoire du Sommet du G8 à Montréal.
- 28 juillet 2003: 238 arrestations (encerclement). Rassemblement contre la réunion ministérielle de l'OMC à Montréal.
- 19 novembre 2004: 193 arrestations (encerclement). Manifestation contre le Congrès du Parti libéral du Québec à Montréal.

Accord bilatéral

André Boisclair aurait promis, s'il est élu Premier ministre du Québec, de conclure rapidement un accord bilatéral avec la Colombie.

Futur casino de Montréal

Des négociations seraient en cours avec l'Oratoire St-Joseph, pour installer dans son sous-sol le plus grand bingo du monde.



Fais ce que doigt

Alors que la plus grande part de l'humanité souffre scandaleusement de la faim, *Le Devoir* trouve le moyen de titrer en une, en grosses lettres et avec une immense photo, «Fini, la fourchette! Maintenant on mange avec les doigts» (21-10). Ceux qui se demandent pourquoi la devise historique de ce journal a disparu ont de quoi alimenter leur réflexion.

La vie des bêtes

Au lieu de l'habituel combat des opinions et des préjugés dans le domaine politique, le Cercle de zoologie politique Winston-Smith vous propose un regard scientifique sur la basse-cour politicienne.

« Il était un fantôme solitaire, préférant une vérité que personne n'entendrait jamais. Mais aussi longtemps qu'il le faisait, d'une certaine manière obscure, la continuité n'était pas rompue. Ce n'était pas en se faisant entendre, mais en restant sain d'esprit qu'on poursuivait l'héritage humain. »

- George Orwell, 1984

La saison des manifestes

ALORS QUE LA SAISON DES IDÉES AVAIT ÉTÉ MORNE ET PLUVIEUSE, et que plusieurs animaux errent dans un brouillard morose en attendant que le frimas hivernal vienne napper les pensées, un front chaud soudain s'amène et vient réchauffer le climat idéologique québécois. C'est la saison des manifestes. La saison des manifestes est au débat politique ce que l'Été des Indiens est à la saison chaude. Plus courte, inattendue et vite oubliée.

Le canard boiteux et l'oiseau de malheur sont les premiers à percevoir le redoux si longtemps attendu. L'observateur aguerri peut alors les voir s'aventurer hors de la tanière flairant le « vent de droite qui vient du Canada anglais », de Sherbrooke et de Rivière-du-Loup. Le canard et l'oiseau marquent alors leur territoire en pissant dans la même direction que le vent.

Ensuite, excités par le climat torride, ils sèment à tous vents des idées reproductrices. Ils forment alors un groupe, les « lucioles »¹, voulant éclairer le Québec de leur faible lumière (dont ils veulent augmenter les tarifs). Il ne s'en dégage pourtant qu'une grande noirceur. Naît de cette fécondation une portée de vilains petits

bâtards aigris envers leurs géniteurs et crachant sur l'héritage des générations passées.

Soudain, des marécages, s'élève un murmure diffus. Cela grouille, grenouille et scribouille. Ça y est : le message est lancé. La basse-cour entière se met à caqueter, vagir, beugler, barrir, hennir et croasser. L'écosystème tout entier semble sur le point de se plier aux prophéties du canard boiteux. La meute péquiste, telle une poule sans tête, se trouve désespérée.

Dans ce tohu-bohu, un cri d'indignation et de résistance se fait entendre. Celui d'une framboise, rouge de colère avec raison. Elle appelle à une organisation de tous les fruits et légumes sous un même buisson. Malheureusement, la voici déjà mûre et molle et son manque de fermeté se fait sentir. Rapidement, l'indignation de son groupe, les « solitaires », se noie dans le sucré et dans un appel au savoir-vivre entre prédateur et proie, le tout sur l'air de Kumbaya.

Et voici la framboise, l'oiseau de malheur et le canard boiteux unissant leurs cris pour célébrer la force de la cacophonie générale qu'ils ont réussi à susciter. Épuisée et

satisfaite, toute la nature commence déjà à s'endormir. Pendant ce temps, la loi de la jungle continue de prévaloir, et le plus faible est dévoré par le plus fort.

Porté par le vent des « lucioles », un jeune loup fier comme un paon prend la tête de la meute péquiste, s'assurant que tous hurlent dorénavant à son diapason. La discorde, les fausses notes et les coups sont renvoyés à plus tard, lors du retour promis du souverain soleil. D'ici là, toute la basse-cour politique devra se ranger.

La saison des manifestes tire à sa fin, et les feuilles tombent dans l'oubli. Voici l'hiver qui s'amène et, malgré toute cette agitation, il aura été question, une fois de plus, de beaucoup de bruit pour rien. La floraison tant attendue de ces manifestes ne sera jamais advenue. Tout le monde en aura parlé, et rien n'aura changé.

Ô, comme il est loin le temps des cerises...

LE CERCLE DE ZOOLOGIE POLITIQUE WINSTON-SMITH

¹ À ne pas confondre avec une espèce de vidéaste contestaire dont le plumage n'a rien à voir avec les volatiles dont il est question ici.

Propagande

Le collaborateur du Couac et ancien ministre de la propagande Nazi, Joseph Goebbels, a commenté le nouveau site Internet du Parti Libéral du Canada, section Québec.

Son commentaire a dûment été publié sur le site.

From: Joe Goebbels
: Votre site est un excellent moyen de communication et de persuasion, et je le trouve très inspirant. J'admire aussi vos valeurs : nationales et sociales. Il n'y a pas longtemps que j'habite le Canada, mais si je dois choisir une guidance, je me range définitivement derrière le parti libéral du Canada. Bravo encore! J. Goebbels
: Sent on: 10/23/2005 8:55:46 AM

Un cadeau suite de la page 1

Les études environnementales utilisées pour évaluer — nous devrions écrire sous-évaluer — les coûts de décontamination du terrain ont été fournis par le CP, qui n'en garantit pas la fiabilité. « L'acheteur convient que le vendeur ne donnera pas de garantie et ne fera pas de déclaration quant à l'exactitude ou à l'exhaustivité des analyses environnementales que le vendeur lui a remises », précise l'offre d'achat. Selon M. Jean Rivest, du Ministère de l'environnement du Québec, les études du CP datent du début des années 1990 et devraient être mises à jour, puisque les normes actuelles sont plus sévères que celles en vigueur il y a 15 ans. Et le CP a continué à polluer le terrain pendant ce temps, pourrait-on ajouter...

D'après la déposition de Don Campbell, le CP évalue à 25 \$ millions la réhabilitation commerciale du site. Donc, le CP sous-évalue encore grossièrement les coûts, puisque qu'en plus d'être basée sur des études périmées, l'évaluation des coûts de décontamination a été calculée pour la réhabilitation commerciale dont les normes environnementales sont moins sévères que celles exigées pour la construction d'habitations, ou d'une maison d'enseignement. De plus, l'offre d'achat stipule que toutes les études environnementales faites par l'UdeM devront demeurer confidentielles, si la vente n'est pas conclue. Qu'ont-ils à cacher?

« La contamination du sol par des des matières polluantes diminue énormément la valeur d'un ter-

rain », pouvait-on lire dans un article récent de *La Presse* (12-11), titré « Le cauchemar des sols contaminés ». Depuis quelques années, les institutions financières exigent des évaluations environnementales, en particulier sur la qualité des sols. Aucune banque n'accepterait de financer l'achat de la gare de triage d'Outremont. Aucune compagnie privée n'achèterait le terrain du CP dans l'état où il se trouve, surtout en assumant aveuglément tous les risques. Ça expliquerait en partie pourquoi le CP tient absolument à vendre son terrain au gouvernement.

Le CP est d'autant plus pressé de se débarrasser de sa gare de triage que la Cour d'appel du Québec vient d'autoriser les citoyens d'Outremont à tenter un recours collectif qui pourrait coûter plusieurs millions à la compagnie. Les riverains se plaignent depuis des années du bruit et des odeurs d'hydrocarbures émanant de la gare de triage et dénoncent l'arrogance du CP dans ce dossier.

Dans un pays où le gouvernement se préoccuperait du bien public avant les profits privés, et où la moralité l'emporterait sur la cupidité, le CP serait contraint par la loi de décontaminer la GTO, qu'il la vende ou non. Pollueur payeur, c'est la seule conclusion si on est lucide.

1 - <http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/03/801880.pdf>

2 - <http://www.assnat.qc.ca/fra/37legislation/1/DEBATS/journal/cs/050303.htm>

LE COIN DU MASOCHISTE

Il faut bien qu'au moins un canard souffre pour le bien de la canarderie. C'est malheureusement moi qu'on a choisi. Avec, je l'avoue, un peu de plomb dans l'aile, je m'astreindrai donc... à lire chaque mois pour les autres canards... La Gazette, Couac! Le Globe and Mail Couac! Couac! Et le National Post, Couac! Couac! Couac!



Du rire gras de l'une...

L'ENTRÉE EN SCÈNE D'ANDRÉ BOISCLAIR ne pouvait que faire des vagues au pays d'à côté. Au lendemain de ce 15 novembre, elle en a effectivement fait beaucoup. Des vagues qui allaient du rire gras d'une Brigitte Pellerin au rire jaune des autres faiseurs d'opinions de nos très peu accommodants voisins.

Le rire gras de Brigitte

Cette journaliste québécoise du *Ottawa Citizen* semble avoir le même réflexe de colonisé que le petit Pettigrew: elle en donne plus que le client en demande. Le 17 novembre, la dame a été affectée d'une grosse crise d'hilarité à la seule pensée qu'André Boisclair soit devenu chef du PQ: « Oh, the fun we'll have » (Quel plaisir nous aurons) a-t-elle titré sa chronique. Dans les mois à venir, la dame s'attend à beaucoup rire. Et à faire rire. D'un très gros rire gras.

D'un très gros rire gras parce que la course à la chefferie a permis à la chroniqueuse de croire que pour discréditer le nouveau leader « séparatiste », il suffira de cogner continuellement sur trois clous.

Premier clou: la bisbille. Dire et redire que le PQ « will be confused ». Et, pense Brigitte, il y aura des convulsions causées par d'intenses récriminations des « purs

et durs ». Une grosse quantité de sel sera versée sur des plaies toujours ouvertes. Charest a beau être mal en point, les Québécois ne confieront sûrement pas leur avenir à un PQ aussi peu capable de panser ses blessures.

Les patrons du Ottawa Citizen s'inquiètent, considérant Boisclair comme étant un plus grave danger pour le Canada que les Parizeau et Landry

Deuxième clou: la cocaïne. Brigitte espère que Charest et ses très « libéraux » collègues feront grand usage de l'affaire: « And very, very, very liberally. As they should. » Pauvre Brigitte! Il serait grand temps qu'elle retrace l'Outaouais. Depuis le temps qu'elle scribouille à Bytown¹, il semble bien qu'elle en a perdu des bouts quand à l'évolution des mentalités ici.

Troisième clou: le p'tit côté soupe au lait de Boisclair. Brigitte pense que le nouveau chef « is good looking, young and hip, (...) », mais s'est révélé « thin skinned ». Comme ayant la carapace mince — chiffons rouges, nouvelle version. Perçu

comme tel à l'occasion de ce que le jargon journalistique appelle « les scrums ». Mais ce n'est pas le Boisclair s'en prenant aux reporters « qui ne respectaient pas son intégrité physique » qu'a retenu la chroniqueuse, mais bien le Boisclair qui a répondu à un journaliste lui demandant pourquoi il avait accepté d'aller travailler à Toronto.

Ah, les deux solitudes! Alors que Brigitte voit un saut d'humeur répréhensible dans « Y a-t-il des endroits où un souverainiste ne peut pas travailler », Lysiane Gagnon y voit « le reflet d'une génération qui n'a plus peur des Anglais » (*Globe and Mail*, 21 novembre).

Le rire jaune des autres

Alors que Brigitte exulte: « Quel plaisir nous aurons en attendant que les purs et

au rire jaune des autres

durs aient eu la peau de Boisclair », ses patrons du *Ottawa Citizen* ont plutôt tendance à rire jaune. Dans leur édito *Watch Boisclair* du même jour, ils s'inquiètent, considérant Boisclair comme étant un plus grave danger pour le Canada que les Parizeau et Landry, la raison étant qu'il s'appuie sur une frange plus jeune de militants.

Même angoisse du côté du *Toronto Star*: « Boisclair est le premier chef politique canadien à se déclarer ouvertement gay. Qui plus est, il a déclaré — dans un excellent anglais — qu'il ferait une place aux minorités. I am open to the world. C'est un nationalisme moins insulaire, donc plus menaçant. » Propos tout aussi alarmant dans le *Globe and Mail*. Devant le « nationalisme du sol » de Boisclair, on donne ce conseil aux fédéralistes québécois: « précisez qu'il vaut mieux vivre dans un pays de trente millions d'habitants plutôt que de sept. Un pays si beau, si bien portant économiquement et culturellement que le Canada. »

Le ton change quand, à l'émission *Les coulisses du pouvoir* du 20 novembre, Boisclair répond à Daniel Lessard que, lors du référendum qu'il tiendra le plus tôt possible après la prise du pouvoir, il

ne tiendra aucunement compte de la Loi sur la clarté. La courte lune de miel de Boisclair avec le ROC est terminée. Éditorialistes et chroniqueurs délaissent leur ton lénifiant. Pleuvent à nouveau les menaces d'une fin d'octobre soulignant le dixième anniversaire du référendum de 1995.

La loi du cadenas

Ce sera le coriace Andrew Coyne qui donnera le ton dans le *National Post* du 23 novembre avec son très caustique *The latest separatist smackdown*. Il y interpelle Paul Martin: « Vous vous scandalisez des propos de Boisclair, mais où étiez-vous en 1999, quand la Chambre débattait sur le *Clarity Bill*? Pourquoi avez-vous mis au rancart le brillant Stéphane Dion et pris ce Jean Lapierre, ex-fondateur du Bloc, comme votre lieutenant au Québec, un

homme qui a affirmé que le *Clarity Bill* était inutile? »

Coyne souligne que cette loi n'a pas comme seul objectif de permettre à Ottawa de s'insérer dans le processus référendaire afin que la question soit claire et le pourcentage des OUI acceptable. C'est un cran d'arrêt anti-séparation: « La sécession ne peut se faire que par un amendement à la Constitution à la suite de négociations non seulement avec le gouvernement fédéral, mais avec les neuf autres provinces. » Donc, une Loi du cadenas! Cette « confédération » n'est pas à sa première confusion sémantique.

La question du Québec sera au centre de la campagne électorale. Et l'occasion sera grande de reprendre le débat qui ne s'est fait ni en 1999 ni aux élections de 2004, à savoir si oui ou non les « nationalistes mous » québécois croient encore que le Québec a l'indissoluble droit de s'autodéterminer. Et que le *Clarity Bill* est non seulement inutile, mais tout à fait irrecevable.

CLAUDE G. CHARRON

1 - Ancien nom d'Ottawa

Doux pays de mon enfance...

LES ÉMEUTES EN FRANCE ONT PROVOQUÉ BIEN DES RÉACTIONS, ici comme de l'autre côté de l'Atlantique. Pour ma part, je n'ai ressenti que du plaisir. Le type de plaisir qui vous envahit quand des événements souvent passés sous silence explosent enfin à la lumière. Pourtant rien de nouveau sous le soleil, qu'il brille sur Lyon, Marseille ou Paris: les immigrés n'ont jamais eu la belle vie en France.

«Carail!», vous avez déjà entendu ça? Si vous êtes né au Québec, probablement jamais. Moi, je suis née en France et cette douce insulte a bercé mon enfance. On n'a jamais eu besoin de

Quand j'étais enfant, j'ai vu mes parents, humbles au possible et qui filaient droit dans la société française, se faire expulser de magasins parce qu'ils n'étaient pas nés du bon côté des Pyrénées. Combien de fois, me suis-je pris des insultes? Combien de fois, m'a-t-on menacé de me casser la figure? Combien de fois, et je trouvais ça pire, m'a-t-on dit «Mais non, c'est pas pareil! Toi, t'as l'air Française. Puis Espagnole, c'est quand même autre chose qu'Arabe!» Et mes «amis» de se tourner vers d'autres pour demander «Non, franchement, tu trouves pas toi qu'elle a l'air Française?». Tout ça se passait en Auvergne, dans un petit bled de 2000 habitants où les immigrés étaient relativement bien acceptés puisque tout le monde se les payait pour faire le ménage, le jardin, ramasser les poubelles et autres menus plaisirs.

Un petit coin tout beau, tout propre. Imaginez dans une cité, en banlieue d'une grande ville, de Paris ou d'ailleurs. Quand votre quotidien, c'est le harcèlement policier, la violence sur les murs et dans les yeux, les classes «spécialisées» où les profs ont peur de mettre les pieds. Et puis, rapidement, le chômage. Il y a 15 ans, à Marseille, c'était dur de trouver un job comme vendeuse dans un magasin avec un teint plutôt pâle. Imaginez comme c'est facile aujourd'hui, pour un jeune homme ou une jeune femme, même diplômé, au teint un peu basané, de trouver un emploi avec un taux de chômage dépassant les 40%¹ chez les 15-24 ans dans les «quartiers prioritaires». Ceux-là mêmes où se déroulent les émeutes.

Tout ce que je vous dis ne fait pas avancer les choses, j'en suis bien consciente. J'essaie simplement de m'éloigner un peu de ces émeutes en banlieues parce qu'elles vont cesser, si ce n'est pas déjà fait au moment où vous lirez ces lignes. Elles vont cesser pour nous qui sommes à l'extérieur des cités, qui sommes de l'autre côté de l'Atlantique. Dans la réalité, bien sûr, il en ira autrement, le nombre de voitures incendiées sera revenu à la normale, à quelques centaines par année. Et à Noël ou bien l'été prochain, on ira passer des vacances en France l'esprit tranquille. On n'en reviendra pas comme c'est beau Paris sous la pluie, la Provence au soleil et... les paysages! Ah, les paysages français! Et on oubliera une fois encore que dans ce charmant pays, berceau des libertés, c'est pas mal moins beau en arrière du tableau.

ISABELLE BAEZ

¹ Exemple du quartier de la Madeleine à Évreux lors du recensement de 1999. Pour plus de détails: <http://www.alternatives.ca/article2198.html>



m'expliquer ce que ça voulait dire, vu qu'on ne la lançait qu'aux Portugais et aux Espagnols, comme moi. Mais finalement, j'ai eu de la chance parce que j'ai le teint pâle et que je suis née fille. Mes amis plus foncés, eux, s'en prenaient plein la gueule, au propre comme au figuré.

Quand je suis arrivée au Québec, il y a près de 15 ans, la question qu'on me posait le plus souvent était, et est toujours: «Hein?! T'habitais en Provence?! Mais pourquoi t'es venue ici?! C'est tellement beau, la Provence!!» Ben oui, c'est sûr, entre la horde de touristes qui débarquaient l'été et qui rendaient la côte impraticable et les «autochtones» qui votaient Front National à plus de 70%, l'était beau, mon coin de Provence!

Dans certains des articles parus sur les émeutes, on qualifie les émeutiers d'immigrés. Pourtant, la plupart appartiennent à la deuxième et surtout à la troisième génération d'immigrés. Ces jeunes que Sarkozy veut nettoyer au «kärcher» (jet d'eau à haute pression), ils sont nés en France; pas aux bons endroits, certes, mais en territoire français. Seulement voilà, il y a un gouffre entre être né en France de parents français et y être né de parents ou de grands-parents étrangers. Tout est dans la couleur et le nom. Ça prend pas grand-chose pour avoir un nom pas catholique, une lettre en trop ou en moins, un «Ben» ou un «Z» mal placé et voilà, il faut justifier: Oui, mes parents ne sont pas nés ici, mais ils sont médecins, il vivent à tel endroit et j'ai fait sciences-po. Parce qu'en France, c'est très important ce que fait papa...

De quelques menus crimes de guerre

À FORCE DE PARLER DES CRIMES DE L'IMPÉRIALISME AVEC MODÉRATION, on les relativise jusqu'à les effacer pratiquement, même s'ils font dresser les cheveux sur la tête.

Ces crimes se révèlent les uns après les autres, mais ils vont se fondre ensuite dans le paysage monotone de l'actualité, alors qu'ils devraient provoquer la plus grande indignation et provoquer une forte et tenace opposition.

Le procès qui s'impose ne commence jamais décisivement. Y a-t-il généralement dans nos journaux un seul propos scandalisé et durable parmi ce que les rédacteurs écrivent sur de telles choses?

Subitement, en novembre, en quelques jours, on apprend coup sur coup trois ou quatre de ces horreurs, liées à la domination américaine en Irak. (Et après tant d'autres forfaits!) La pointe de l'iceberg cette fois encore, sûrement. Mais déjà la machine à raconter les événements passe à autre chose. Nul n'est interpellé, n'est cité à la barre – par exemple le président des États-Unis. Personne, dans les grands quotidiens, ne le pousse vraiment et opiniâtrement au pied du mur, sur tel ou tel point particulier. Il n'y a pas non plus de tribunal Chomsky pour le faire. Il n'y a pas de tribunal. D'ailleurs, les Américains ont refusé d'avancer explicitement tout statut de justiciables pour eux-mêmes.

Voici donc ce que l'on vient d'apprendre vers le milieu du mois. Des petits détails sans importance. (1) L'existence de prisons américaines secrètes dans sept ou huit pays. (2) L'utilisation de bombes à phosphore en Irak. (3) L'emploi de la torture avec l'approbation des autorités américaines. (4) La détermination de Bush d'imposer son veto à toute loi interdisant la torture, toute loi qui l'interdirait en tout cas pour la CIA.

Cela ferait quatre beaux éléments parmi bien d'autres pour une sorte de procès public et international, où l'on aurait du reste à juger l'invasion elle-même en premier lieu.

C'est assez. La fosse est pleine. Cela vient après les cent mille morts civils de l'invasion et après les millions d'enfants morts à cause des sanctions de dix ans imposées à l'Irak. A quoi s'ajoute le délabrement des infrastructures irakiennes consécutif à l'invasion. A quoi s'ajoute également l'institution du faux gouvernement libre d'Irak avec l'aide et sous la férule de l'occupant. Il s'agit, n'est-ce pas, de protéger les États-Unis contre ce pays dix fois écrasé d'abord par Saddam Hussein puis par les USA. Il s'agit de l'Irak possesseur d'armes de destruction massive inexistantes, et plaque tournante, tout aussi inventée, d'un terrorisme international avec lequel ce pays n'avait rien à voir.

C'est trop. Mais il faut craindre pire pour l'avenir, peut-être: que la politique et la théorie stratégique des États-Unis n'en arrivent à s'ajuster plus étroitement encore aux possibilités de la force. Car là, il y a encore du flou, encore du jeu. La force peut donner davantage. Elle n'est pas utilisée à capacité.

Des technocrates travaillent probablement sur ce problème. La force peut sans doute s'approcher davantage des possibilités qu'elle peut offrir. Jusqu'où peut-elle aller? Il s'agirait de voir.

Le recul des Américains n'est jamais qu'un moment dans leur histoire. C'est d'ailleurs le cas de toutes les puissances. Il faut prévoir la suite. Elle est dans la ligne de la force. Le monde doit donc s'en méfier. C'est fondamental. Mais pour cela il ne faut pas trop consulter Christian Rioux.

PIERRE VADEBONCOEUR

Excuses

Désormais faudra le savoir, il y a ceux qui ont des excuses et ceux qui n'en ont pas



LE 7 NOVEMBRE À LA COUR-NEUVE, un jeune qui vient de se faire arrêter est passé à tabac par des policiers. L'«incident» serait certainement resté dans l'ombre en temps ordinaire. Manque de chance pour les policiers, une équipe de télévision filme toute la scène et diffuse les images sur toutes les chaînes de télévision. Pour une fois les policiers sont pris la «main dans le sac» et ne peuvent nier.

Le Ministre de l'Intérieur sanctionne les huit policiers concernés, les deux cogneurs et les six autres présents qui ont laissé faire. Jusque là rien à dire!

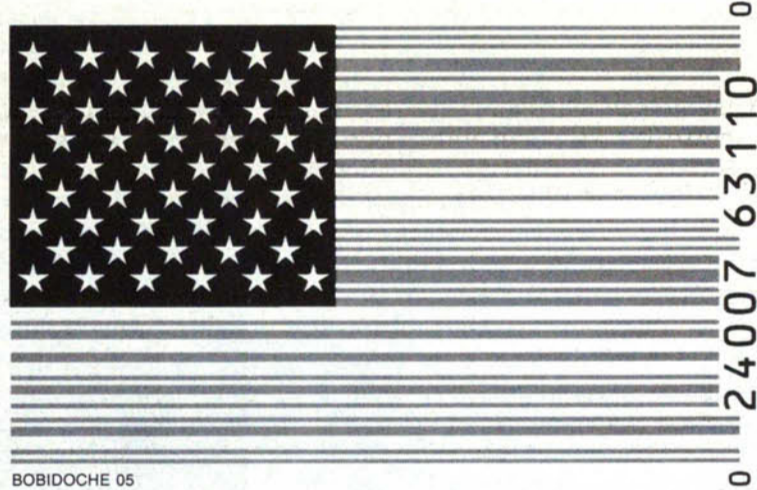
Le représentant du syndicat ALLIANCE POLICE fait une déclaration dans les médias à propos de cette affaire et reconnaît les faits (on ne voit pas comment il aurait pu faire autrement!) et déclare qu'il s'agit «d'une entorse à la déon-

nologie policière et que ce sont des faits inacceptables». Soit, c'est bien de le reconnaître. Il ajoute cependant «Qu'il faut comprendre le contexte dans lequel se sont déroulés les faits et en particulier le climat d'extrême tension et d'agressivité à l'égard de la police». Sans le justifier (il est inadmissible que des professionnels, comme ils se prétendent être, et ce qu'ils sont, perdent leur sang froid), on peut arriver à le comprendre.

Mais alors, si l'on tient le même raisonnement pour les jeunes qui se sont livrés à des violences dans les cités, on peut dire que ce sont des «comportements inadmissibles» (brûler des voitures, des écoles,...), «mais qu'il faut comprendre le contexte dans lequel elles se sont déroulées et en particulier le climat d'exclusion sociale,...». Or, curieusement cette «excuse du contexte» si elle est valable pour la police, ne l'est pas pour les jeunes. Les jeunes commettent des délits et n'ont pas d'excuses mais les policiers eux en ont une: le «contexte».

Autrement dit certains citoyens vivent dans un «contexte» et d'autres non. Curieuse vision de notre société.

PATRICK MIGNARD



Afghanistan

Plusieurs responsables des forces armées canadiennes ont préparé la population à l'éventualité de morts dans le contingent canadien déployé en zone de combat. La population afghane ne se dit pas rassurée pour autant.

Il l'avait dit

Suite aux révélations que l'armée américaine a utilisé des bombes chimiques au phosphore en Irak, George Bush a déclaré: «Je vous l'avais bien dit qu'il y avait des armes de destruction massive.»

Les bonnes manières se perdent

Interrogé sur la divulgation des «sites noirs», ces prisons secrètes américaines en pays étranger, l'ancien président américain Jimmy Carter a accusé l'administration du président George W. Bush de saper les références morales sur lesquelles se fonde la politique étrangère des États-Unis depuis des décennies. (Le Devoir, 3-11-05)

C'est vrai que pour faire la morale au monde tout en décapitant à tour de bras les leaders «non-alignés» de la planète, les États-Unis ont plutôt de bonnes références...

Lumumba au Congo, Allende au Chili, Nehru en Inde, Sadogh Mossadegh en Iran, Ben Bella en Algérie, Ben Salah en Tunisie, Sihanouk au Cambodge, Arbenz au Guatemala, Aristide en Haïti, et j'en passe, ça te rappelle rien, Jimmy?

PRAXI

Entrepreneurs généraux

Yves Belley
info@praxi.qc.ca

6380, rue Viau
Montréal, Québec
H1T 2Y6

T (514) 256-5550
F (514) 256-5501
R.B.Q. 8311.4694.21
www.praxi.qc.ca

Israël se retire pour mieux rester

JÉRUSALEM) POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1967, l'armée israélienne s'est retirée entièrement d'un territoire palestinien. Sur le terrain, la bande de Gaza reste malgré tout isolée du reste du monde — au moins jusqu'à la mise en oeuvre de l'ouverture négociée par Condolezza Rice. Au niveau politique, la fin de l'occupation de Gaza constitue un pas positif incontestable dans un processus de paix bloqué depuis le début de la deuxième intifada. Mais un regard attentif révèle que ce retrait, fort médiatisé, est accompagné par l'avancée, silencieuse elle, de l'occupation de la Cisjordanie.

Les confiscations massives de terres palestiniennes autour de Jérusalem, l'avancement du mur, et le flux de colons juifs vers la Cisjordanie (12 000 pour cette seule année) illustrent le caractère illusoire du petit désengagement israélien dans le grand schéma du processus de paix. Et les 8000 colons juifs évacués de Gaza ne pèsent pas lourd face aux quelque 450 000 qui habitent déjà la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

Ni l'occupation de cette dernière, ni le changement *de facto* des frontières de 1967 par le biais d'une colonisation continue n'ont été reconnus par la communauté internationale. Pourtant, invoquant ses besoins sécuritaires, Israël poursuit cette politique, dont le nouveau mur de sécurité entérine les résultats sur le terrain.

Les grands blocs de colonies israéliennes en Cisjordanie ont déjà été considérés comme des « nouvelles réalités immuables » lors des dernières négociations de paix à Camp David et Ta'aba, en 2000-2001. George W. Bush les traite de la même façon dans sa correspondance récente avec Ariel Sharon. Quant à Jérusalem Est, elle se retrouve isolée, entourée par une dizaine de colonies israéliennes et annexée à Israël par le mur, rendant les Palestiniens presque perdants à l'avance dans toute négociation sur son statut final. La politique du fait accompli porte donc ses fruits.

L'instrument principal de cette politique est assurément le mur de séparation. A l'abri d'un discours anti-terroriste en vogue qui justifie le mur, l'État hébreu n'est-il pas en train d'agrandir son propre territoire — de manière unilatérale et dans le mépris du droit international — au détriment d'un futur État palestinien ?

Ce 18 août, alors que l'occupation de la bande de Gaza prenait fin, les autorités israéliennes ordonnaient l'expropriation d'une surface supérieure à la zone évacuée, pour compléter le mur et achever d'encercler Jérusalem.

Présenté par Israël comme le seul moyen d'empêcher les attentats sur son sol, le

mur serait une entreprise parfaitement défendable devant le droit et les opinions publiques internationales, sensibilisées par les images sanglantes des années 2001-2003. On ne parle d'ailleurs jamais du mur entourant la bande de Gaza. Israël a certainement le droit de rendre ses frontières reconnues impénétrables, et de s'isoler de ses voisins palestiniens, en considérant que c'est la seule façon d'assurer sa sécurité.

Mais le mur est loin de suivre la « ligne verte » — fixée par l'armistice arabo-israélien de 1949 et restée en place jusqu'en 1967. Il mord profondément



dans les 22% des terres de la Palestine d'avant l'établissement d'Israël qui restent *de jure* aux Palestiniens, et en annexe en fait le dixième, y compris Jérusalem Est, à ce dernier, sous prétexte d'englober les grands blocs de colonies. De plus, le tracé du mur limite définitivement la viabilité d'un futur État palestinien, en termes de continuité territoriale et de mobilité de ses habitants.

Ce type d'action unilatérale devient la règle du jeu, malgré les protestations des autres pays, protestations formelles qui parfois dissimulent mal une bienveillance tacite, comme dans le cas des États-Unis. C'est un jeu cynique, pratiqué par tous les gouvernements israéliens, fussent-ils du Likoud ou des Travaillistes.

Le besoin — légitime — de sécurité des Israéliens n'est pas accompagné par une reconnaissance des besoins des Palestiniens, qui payent aujourd'hui un prix exorbitant leur obstination à réclamer la reconnaissance de leurs droits. C'est à ces Palestiniens auxquels manquent l'accès à l'éducation, au système de santé, aux emplois, aux lieux saints, à leur capitale historique, et à un pays tout court, que le monde demande de renoncer à toute résistance armée. Mais le monde ne parvient pas à comprendre que la violence politique de certains Palestiniens est aussi une conséquence du désespoir de toute une population assistant à la mise à mort lente mais continue de son rêve national.

MARIUS CAMPEAN,
JÉRÔME DREVEN

Salmigondis

L'analphabète qui faisait semblant de savoir lire

Un ancien entraîneur de hockey qui a déjà gagné la coupe Stanley et qui a déjà versé dans le positivisme à outrance vient de révéler (dans un livre !) qu'il ne savait ni lire ni écrire. Quel *coming out* comme on dit dans les milieux branchés. Et une Présidente d'une association pour venir en aide aux analphabètes qui se dit ravie qu'une personne aussi connue soit analphabète et le dise. C'est vraiment un exemple à suivre pour les jeunes hockeyeurs qui n'ont pas besoin de poursuivre des études pour être riches et célèbres. Dans le merveilleux monde du hockey, les analphabètes seront les rois et auront tous un plafond salarial à la hauteur de leur immense talent d'amuseurs publics.

À CNN (Chaîne Nationale de la Nullité) on discute pour savoir si la torture devrait être autorisée...

Si poser la question c'est y répondre pourquoi, au début du XXI^e siècle après qui vous savez, a-t-on besoin de poser cette question en faisant appel à des juristes, des défenseurs des droits de l'homme (et de la femme) et à un général à la retraite ?

Résultat du débat : non. Mais c'est parce que si nous (Américains) on le fait, nos ennemis auront une justification pour le faire. Juré, craché je n'in-

vente rien. À ce niveau de cynisme et de bêtise je manque un peu d'imagination.

Joyeux Noël !

Les Saint-Nicolas suisses n'auront plus le loisir de prendre des enfants sur leurs genoux. La « société zurichoise des Saint-Nicholas » veut éviter d'éventuelles accusations de pédophilie (La Presse 13/11/2005). Comme les temps changent... Dans les années 1960 les magasins Eaton engageaient des étudiants comme gardes du... corps pour protéger le Père Noël des assauts... des enfants. C'est vrai qu'il n'y a plus d'enfants et qu'on ne croit plus aux pères Noël.

Deux perles langagières d'usage au 3^e degré (Le Devoir)

1- Pour parler des habitudes de quelqu'un qui va régulièrement au restaurant : ses habitudes « restauratrices ».

l'espère qu'au moins il se restaure bien.

2- Pour décrire le fait que quelqu'un écoute l'œuvre d'un écrivain enregistrée par l'auteur : une rencontre « auriculaire ».

Espérons qu'il ne se met pas le doigt dans l'oreille pour mieux entendre.

THOMAS DÉRI

L'art de pomper le fric

LOURAGAN KATRINA AYANT DÉVASTÉ UNE PARTIE DE L'ÉTAT DE LA LOUISIANE EN AOÛT DERNIER, a entraîné à l'échelle mondiale une hausse marquée du prix de l'essence dans les jours qui l'ont suivi. Le mois dernier, on apprenait qu'Exxon Mobil (Esso) engrangeait des recettes de 10 milliards de dollars, marquant ainsi un nouveau sommet historique pour un rapport trimestriel. Il y a peut-être un lien à faire, il faudrait voir.

Probablement indigné par ces états de compte, le sénateur Judd Gregg du New Hampshire, soutenu par plusieurs démocrates, a déposé en novembre dernier, une proposition de loi qui, si elle est adoptée, exigerait que soient taxés à 50% les bénéfices de Big Oil (un important bailleur de fonds du parti Républicain) dès que le prix du baril de pétrole dépasse les 40\$. Les profits amassés grâce à cette loi auraient le mérite d'être redistribués aux contribuables.

Selon nos sources, plusieurs contribuables étasuniens aux finances précaires seraient déjà à prier le ciel de la venue prochaine d'une autre catastrophe naturelle.

J. MERCURE

Bonne nouvelle

Dans une lettre fort instructive publiée dans le *Devoir* (07/11), le grand patron de Quebecor soutient que Radio-Canada aurait dû « déplacer la diffusion du Gala de l'ADISQ à une autre soirée » en plus d'y aller de quelques-unes de ses précieuses recommandations adressées à notre télévision d'État.

Mauvaise nouvelle

Selon nos sources, le CRTC n'est malheureusement pas encore à vendre.

Espèce menacée



LES AGRICULTEURS — SURTOUT AU QUÉBEC — SONT ENDETÉS À DES TAUX FARAMINEUX. La mondialisation oblige le producteur de brocolis d'ici à faire compétition avec un collègue chinois ou brésilien. Bref : l'agriculture est à la croisée des chemins et on ne sait trop lequel emprunter pour sauver les meubles, les vaches et le reste.

Pas de pays sans paysans est un film qui fait profession de foi : la réalisatrice manifeste son amour de la bouffe et de la terre en donnant la parole à ces hommes et ces femmes qui se débattent dans un monde où la loi de la jungle — version postmoderne — est encore valide. Un film nécessaire pour connaître ce « secteur d'activités » qui est à la source de la vie et de l'exubérance humaine.

LE COUAC DES CHAMPS

Le documentaire *Pas de pays sans paysans*, d'Ève Lamont, vient de quitter l'affiche à Montréal et part en tournée en province. En 2006, il sera possible de l'acheter à l'ONF www.onf.ca/pasdepaysanspaysans et il sera diffusé sur les ondes de Télé-Québec au printemps. Les Productions du Rapide-Blanc, www.rapideblanc.ca

INTERFERENCES
de la conscientisation à l'action

tu veux faire bouger les choses ?
faux parti au pouvoir
nos idées interfèrent

tu es déjà impliqué dans un projet ?

tu caresses un rêve d'engagement social ?

tu veux savoir quels sont les projets mis sur pied par des jeunes engagés du monde entier ?

visite le www.interferences.net

Une initiative de : CLUB 2/3 Oxfam Québec

À bâbord !
Revue sociale et politique

Les non-lieux de la culture

Le corps des femmes
Changer le régime du jeu
Nesrine Bessab

La santé malade du privé
Un mini-dossier coordonné par
Nicola de Séve

Néo-créationisme
Une 14^e édition
des Rémydard

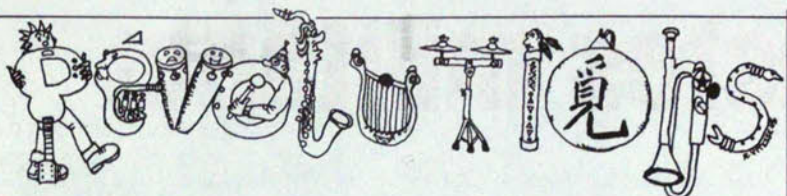
Révolte en France
Du pain et des Brest
Hélène Poux

Philippines
La répression s'abat sur l'opposition civile
Éliane Hoyle

Réforme de l'éducation
Des arguments pour la combattre
Noémi Saltergo

En kiosque dès le 28 novembre

Decembre 2005 / Janvier 2006 • 48 pages • 5.00 \$



LES GOULES, Memories (SIR Goules/Local)

Que voici des néo-ménestrels touillant un brouet allégorique aux consonances rock-métal (leur nom dérive du mot démon en arabe) sans oublier un caractère folk-médiéval pour le chant et le clavier. Les textes font appel tant aux collages qu'à une rude poésie. La pièce Baleine, hommage au plus grand des cétacés constamment pourchassé, propose que ce mammifère c'est nous, dans la mesure où son extermination signifierait notre propre fin.

LIVIN'SOUL, As a spring (Active Sound/ Mosaïc/ BROS)

Jamaïcains? Que nenni, du Poitou! Une musique reggae-soul épurée empruntant des chemins rocksteady que l'on confond pratiquement avec ceux des précurseurs. Bref, des revivalistes de talents à la manière des Hepcats du côté de la filière ska. Les textes, malheureusement, n'apportent guère de discernement avec cet entêtement à l'égard de Jah- un dieu...

BRAK MOLOTOV, Temps denses et passages avides (auto-production)

Ce trio de Québec renaît de ses cendres (Polka occidentale, 1996) afin de secouer le lincoln des idées convenues et des clichés punk pour un rock trio auxquels les textes sont autant d'essentiels. Démocratie, La catastrophe du quotidien, Revaloriser, Miroir miroir et les autres multiplient les prises mouvementées sur le réel. Pour trouver ce disque hors du commun : brakmolotov@hotmail.com

RAMON VITESSE

L'Éminence et le Bonhomme

« l'écrit de petites choses posthumes, sans trop me presser, bien entendu. »

Jacques Ferron, lettre à VLB, 8 juillet 1983.

VICTOR-LÉVY BEAULIEU ET JACQUES FERRON se sont côtoyés de multiples reprises : aux Éditions du Jour, où VLB éditait Ferron ; dans le parti Rhinocéros, où VLB est allé rejoindre son « père littéraire » ; et dans le champ littéraire, où ils ont dialogué entre collègues. De ces relations qui s'échelonnent du début des années 1970 à la mort de Ferron en 1985, il ressort 23 lettres courtes, quelques-unes de simples billets entre éditeur et auteur.

Dans la présentation du livre, VLB affirme ne pas être un bon correspondant, répondant peu et mal. Ferron, qui a entretenu pour sa part une riche correspondance (lui qui n'avait pas appris à écrire à la machine), disait : « J'aime bien écrire des lettres, bien entendu, mais il me faut des correspondants – non pas de simples répondants ». Ainsi leurs relations épistolaires sont réduites au minimum et révèlent chez Ferron, malgré les formules de politesse d'usage, un certain agacement face au jeune VLB qui l'encense, qui lui donne de l'Éminence, qui lui rend hommage, qui lui avoue son amour. Dans une lettre à son ami John Grube, reproduite en annexe, Ferron décrit en termes peu flatteur VLB et son « oedipe littéraire ». Mais on constate aussi que le maître accepte mal de se faire dépasser par le disciple. Ferron avoue sa jalousie – en termes voilés –, affirmant avoir abandonné l'écriture de la suite du Ciel de Québec après la parution de La nuitte de Malcolm Hudd, second roman de VLB.

Ces quelques lettres, en définitive, ajoutent une touche supplémentaire à la narration de la geste ferronienne. En ce qu'elles concernent les rapports entre deux des plus grands écrivains du Québec moderne, elle méritent d'être lues et connues.

MARCO SILVESTRO

Victor-Lévy Beaulieu et Jacques Ferron, *Correspondances*, Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 117 p.

Ce qu'il manquait

ARRÊT SUR IMAGE. Nous sommes dans un hôtel de Santarém dans l'état du Para dans l'Amazonie brésilienne. C'est le matin et ça discute ferme politique un verre de kir à la main. Je défends, comme toujours, l'économie participative (l'écopar) d'Albert et Hahnel. Soudain, Julie, une amie française et militante me lance : « Oui mais qu'est-ce ça apporterait au niveau de l'environnement et de la mondialisation ce truc ? » Je tente de soulever la gestion démocratique, les relations d'égal à égal, je m'empêtré, m'embourbe... les quelques livres que j'ai lu sur l'écopar ne m'aident pas à répondre.

Autre tranche de vie. Réunion politique, une bière entre les genoux, un local un peu blafard, on me lance : « Comment on la met en place ton écopar ? ». Je soulève quelques possibilités : réformes économiques progressistes et mise en place de transformations à long terme, projets pilotes d'écopar dans des groupes de travail, etc. Je pensais trouver des réponses dans *L'élan du changement* d'Albert, mais c'était trop général pour m'aider.

Lorsque que j'ai mis la main sur le dernier livre de Robin Hahnel, *Economic Justice and Democracy*, j'ai compris que j'avais trouvé ce qu'il manquait. Bien que certaines parties de ce livre existent déjà ailleurs (critique de l'économie de marché et de l'économie centralisée, résumé de l'écopar, définition de la justice économique, etc) beaucoup de nouveau contenu, précisément sur les questions où cela faisait défaut.

D'abord, une critique de la social-démocratie et du socialisme libertaire. Une critique solide, efficace qui montre bien les tares inhérentes à ces deux options dans leurs formes actuelles par des exemples très concrets (comme le modèle suédois, le mitterrandisme et les coopératives guerre d'Espagne). On y voit bien les sociaux-démocrates incapables de façon-

ner un changement durable et une contestation radicale du fonctionnement du capitalisme. De l'autre côté, les socialistes libertaires pris dans un certain sectarisme et dans une incapacité à sortir du cercle des vaincus depuis 1937.

Ensuite, une réponse aux deux questions de mon amie Julie : l'environnement et les relations internationales. Pour l'environnement, c'est la prise en compte, dans le prix même des produits, des effets qu'ils causent sur l'environnement pour les communautés. Il est aussi question de la mise en place de contraintes à long terme pour diminuer les effets sur les générations à venir. À propos des relations internationales, les auteurs proposent de penser une écopar négociant au sein d'un système mondial capitaliste. Dans cette optique, une écopar qui entre en relations avec d'autres pays doit s'assurer de laisser à un pays plus pauvre qu'elle plus de 50% des bénéfices et de prendre le plus d'argent possible d'un partenaire plus riche qu'elle. De cette manière, les pays plus pauvres s'enrichissent et les pays les plus riches transfèrent de l'argent vers une économie plus juste et équitable.

Enfin, un long passage sur ce qu'il faut faire maintenant pour parvenir un jour à l'écopar. Militer pour des réformes keynésiennes du capitalisme est la première étape. De cette manière, on crée l'habitude d'une économie plus juste et on montre qu'il est bien possible de changer l'économie pour le mieux, que le capitalisme actuel n'est pas un horizon indépassable. Il faut néanmoins continuer à militer pour aller plus loin que la social-démocratie et, sur cette question, il faut montrer que, structurellement, le capitalisme met en péril la société complète et, à terme, la survie de l'espèce humaine. Aussi régulé soit-il, le capitalisme ne pourra jamais mettre fin aux problèmes de pauvreté, d'environnement, de domi-

nation, de hiérarchie et d'injustice qui parcourent la société. Au contraire, il s'agit là de ces effets directs.

Cet ensemble de nouvelles affirmations soulève aussi plusieurs questions. Est-ce que le système de protection environnementale de l'écopar tel que proposé par les auteurs n'est pas exagérément basé sur l'utilitarisme humain ? On dirait qu'on ne considère pas l'environnement en soi mais bien l'environnement dans son utilité pour l'homme. Sur la question des relations internationales, il est intéressant de vouloir avantager les pays moins riches mais que fait-on de ceux dont les gouvernements sont autoritaires et s'accaparent les entrées d'argent ? Est-ce là une décision purement politique qui ne concerne pas un système économique ? Parlant de politique, une question de fond qui devient de plus en plus embêtante à chaque nouvel opus sur l'écopar : où se situe la séparation entre l'économique et le politique dans ce système ? Le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle est profondément différente de celle que nous connaissons dans les démocraties libérales.

Michel Onfray dit dans *Politique du rebelle* qu'il est bon de situer qui est de quel côté de la barricade. Avec ce livre, Robin Hahnel érige une nouvelle barricade, longue comme le fil de l'histoire, et regroupe d'un côté ceux qui se battent en faveur d'une économie basée sur l'équité et la coopération et de l'autre ceux qui défendent l'économie de l'avarice et de la compétition. Aussi manichéen que cela puisse paraître, il y a un choix clair à faire sur cette question. Il faut choisir son camp.



SIMON TREMBLAY-PEPIN

Robin Hahnel, *Economic Justice and Democracy: From Competition to Cooperation*, Routledge, 2005, 423 p.

LE PONT DU HAVRE, Luc Giard (Mécanique Générale/ Les 400 coups)

VÉRO, Edmond Baudoin (Mécanique Générale/ Les 400 coups)

REGARDS SUR LA BANDE DESSINÉE, sous la dir. de Sylvain Lemay (400 coups)

Mécanique Générale, en co-édition, s'affirme comme un laboratoire de bandes dessinées actuelles fascinant ; notamment pour ses avancées récentes. La publication du dernier Giard affine sa causticité vis-à-vis des méandres existentiels en épurant dessins jazzés et commentaires auto-dérisoires : « parce que cette quête sans fin fredonne l'air de ma mort ». Une première publication internationale, la réédition de Véro, un titre marginal de Baudoin, l'auteur incontournable qui a irrémédiablement repositionné la BD dans des perspectives aussi folles que sérieusement équilibrées sur le plan humain,



sur l'enfermement plus ou moins librement consenti. Ce même auteur signe la couverture d'un collectif d'universitaires sur la BD, qui, si les auteurs choisis comme Marc-Antoine Mathieu ou Gotlib et sa cocinelle, sont positifs, les nécessités démonstratives des recherches court-circuitent certaines envolées ; mais bon.

L'ASCENSION et autres récits, Marc-Antoine Mathieu (Delcourt) qui rassemble les premiers travaux, des adaptations de nouvelles réalisées par le frère de l'auteur auquel s'ajoute L'Ascension inspiré par Borges, saura livrer certaines clefs de la quête d'une méta-BD d'une quête à travers soi-même fort consistante et pour le moins troublante parle par lui-même plutôt que de discourir... Un recueil en noir et blanc d'un de ces auteurs d'exception d'une BD explosant des prémisses par trop simiesques.

VALENTIN TARDI

Meubles Hochelaga

Depuis 1967, un nom sans prétention.



Meubles sur mesure
Reproduction de meubles d'époque.

8729, Hochelaga (5 min. à l'est de Louis-H. Lafontaine)

514-354-1030 • SANS FRAIS : 1.800.357.1030 • COURRIEL : info@meubleshochelaga.com
Ouvert 7 jours - financement disponible
Venez nous visiter au meubleshochelaga.com



Du Communautaire Autonome

Quand l'expérience du communautaire se raconte...

Une série documentaire de

- 280 minutes sur 5 DVD
- comprenant 10 émissions
- aux thématiques variées.

Souvent cité comme pionnier dans le mouvement communautaire, voyez quels moyens le milieu des Bois-Francis s'est donné pour ne laisser personne de côté.

Pour commander votre coffret au coût de 75 \$ (plus taxe et frais d'envoi) OU pour de plus amples informations, consultez notre adresse en ligne au www.tvcbf.qc.ca



Télévision communautaire des Bois-Francis
302, Notre Dame Est, Victoriaville Qc G6P 4A3
telephone : (819) 758-3688 • télécopie : (819) 758-2399
www.tvcbf.qc.ca

Pas de pays sans cinéastes militants

ÈVE LAMONT EST DOCUMENTARISTE ET CAMÉRAWOMAN. Ses documentaires mettent en lumière des problèmes sociaux et environnementaux. Son film *Squat*, relatait l'histoire du squat de jeunes militants et de sans-abri à Montréal. Son plus récent film *Pas de pays sans paysans*, s'articule autour de la question suivante: « souveraineté alimentaire ou agrobusiness? » Elle a parcouru les campagnes du Québec, de l'Ouest canadien, du Vermont et de la France, donnant la parole à ceux et celles qui pratiquent une agriculture hors des sentiers battus et qui tentent tant bien que mal d'échapper aux diktats de l'agrobusiness. *Le Couac* a rencontré Ève Lamont, cinéaste et militante déterminée.

C. : Qu'est-ce qui t'a motivée à entreprendre ce documentaire ?

Ève Lamont : J'ai commencé à faire mon propre jardin et cela m'a permis d'avoir accès à une nourriture saine, fraîche et bio. Mais pour m'y rendre, je devais parcourir 80 km de route en Montérégie dans la monoculture de maïs à perte de vue. C'est alors que j'ai pris conscience que l'alimentation n'est pas une marchandise comme les autres. J'ai commencé à vouloir en savoir plus long sur la production de nos aliments.

C. : Ce fut un long processus ?

E.L. : Quatre ans de recherche, trois ans de rencontres avec des paysans sur deux continents et dans trois pays. Ma conclusion : l'agrobusiness fait disparaître les fermes familiales et empoisonne les consommateurs. Pensons-y, 20 conglomérats contrôlent 94 % du secteur agro-alimentaire du champ à notre assiette. En 40 ans, nous avons perdu les 2/3 des fermes au Québec et la saignée continue pour laisser place à des fermes-usines. Je crois que l'avenir repose sur l'agriculture biologique et paysanne.

C. : Tu donnes la parole aux tenants de l'agriculture bio et paysanne. As-tu ten-

té de rejoindre les dirigeants de L'Union de producteurs agricoles (UPA) du Québec, celle-ci étant vertement dénoncée dans le film, pour confronter leur point de vue ?

E.L. : Non, j'ai délibérément choisi de faire témoigner ceux et celles qu'on n'entend jamais. Je voulais partir du point de vue des agriculteurs eux-mêmes. Je crois qu'ils arrivent à démontrer qu'on peut

Vos Méga-récoltes vont finir par écraser les petits producteurs que nous sommes.



Plus vite que tu penses...

mettre en place une autre agriculture. Une agriculture durable, économe et solidaire avec les autres paysans du monde. Bien sûr, pour y arriver, il va falloir changer les politiques actuelles au niveau des subventions, de la mise en marché, etc. Mais j'espère que mon film va aider à faire changer les habitudes de consommation. Je souhaite faire contre-poids au discours dominant et que s'amorce un débat social qui débouche sur des solutions concrètes.

Quant à l'UPA, elle ne laisse pas de place pour la remise en question et la contestation.

C. : Ce n'est un secret pour personne, trouver le financement pour réaliser des films militants est généralement ardu, comment as-tu réussi ?

E.L. : En effet, c'est une épineuse ques-

tion et mon projet était ambitieux. Mes antécédents et Les productions du Rapide-Blanc, avec lesquelles je travaille depuis plusieurs années et qui sont reconnues dans la production de documentaires militants depuis une vingtaine d'années m'ont aidé à trouver des partenaires qui m'ont fait confiance, comme l'ONF et Télé-Québec. Il est vrai qu'il est plus difficile de trouver du financement pour du documentaire engagé et du cinéma d'auteur. Nous défendons des idées, on ne vend pas un produit. Je suis partie

Ce n'est pas juste la colère qui m'a motivée pour faire ce film. Ce qui m'afflige est que nous sommes dans une société de surinformation alors que certains sujets sont peu ou pas du tout abordés. Par exemple, sur la question des OGM, qui occupe le tiers de mon film, l'information sur ce sujet est un trou béant, c'est pitoyable. J'ai donc pris la responsabilité de combler cette lacune. En fait, mon film brosse un grand tableau de la situation générale de l'agriculture. Je voulais donner la parole aux agricul-

teurs-paysans et à leur réalité. De plus, j'ai voulu savoir si la situation qui prévalait ici était la même ailleurs. Ce qui m'a permis de

mettre en lumière les dérives de l'agriculture industrielle (pollution, usage

abusif de pesticides,

d'herbicides, etc.), et les effets pervers de la mondialisation tant au niveau de la production que de la mise en marché.

C. : Y a-t-il des gens qui ont refusé de parler à la caméra ?

E.L. : Oui, j'ai rencontré des gens scandalisés qui avaient beaucoup à dire *off the record*. Plusieurs scientifiques sont muselés, d'autres comme les agronomes, les fonctionnaires ont des problèmes d'indépendance face à leur employeur. Ceux qui parlent dans le film sont des gens qui avaient déjà été congédiés parce qu'ils avaient osé questionner et mettre en doute des décisions. Pour avoir un avis scientifique, il m'a fallu aller en France pour rencontrer le chercheur indépendant Louis-Gilles Séralini.

CLÔDE DE GUISE

OMC : la transparence « confidentielle »

VOUS AVEZ APPRÉCIÉ LE FILM *The Corporation* (de Mark Achbar, Jennifer Abbott et Joel Bakam) qui traçait le portrait des transnationales qui dirigent le monde, le film *Pas assez de volume! Notes sur l'OMC*, du Français, Vincent Glenn, est dans la même veine. Le réalisateur s'est mis martel en tête pour comprendre les méandres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de rendre fluide au commun des mortels, cette « organisation sans fondement démocratique », créée en 1995, sur les accords du GATT (*General Agreement on Trade and Tariffs*) mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le seul hic est que 140 minutes pour un documentaire qui se veut grand public, c'est pas mal long. Et, cette longueur est due au fait que le réalisateur entrecoupe les entrevues avec des extraits de spectacle de musique du monde et des montages photographiques qui forment la partie « artistique » du film, création oblige. Faudrait peut-être penser à une version plus courte pour ne pas rebuter le public.

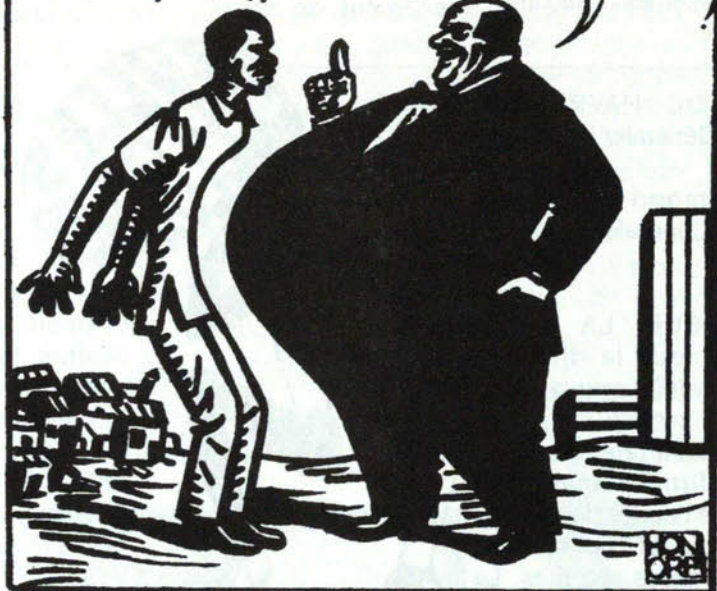
Pas choc, mais choquant !

La facture du film est principalement constituée d'entrevues avec l'ex-directeur général de l'OMC, Mike Moore et le directeur actuel Supachai Panitchpakdi, des critiques de l'organisation comme l'économiste Joseph Stiglitz et René Passet, des militants comme Susan George d'ATTAC-France, José Bové de la Confédération paysanne, Ricardo Petrella, de l'Association pour un Contrat Mondial de l'Eau, etc. Pour qui n'y connaît rien et ne sait toujours pas que l'OMC, sous couvert d'arbitrer le commerce mondial, fait office de gouvernement mondial et dirige les destinées de l'humanité, ce documentaire est à voir absolument (malgré ses longueurs).

Voici en quelques *flashs* – ce qu'est l'OMC et l'avenir qu'elle nous réserve avec la mise en application de l'AGCS (l'Accord général sur le Commerce des Services) :

• L'OMC a pour mandat de faire pression sur les États pour ouvrir à la concurrence et

Voilà ce que j'appelle de l'ajustement structurel!



au privé tous les secteurs de l'activité économique humaine.

• Comme l'explique l'économiste René Passet : « la libéralisation entre inégaux, c'est ce qui permet au puissant d'absorber le plus faible. » Par exemple dans les années 90, l'Europe a fait appel à l'OMC pour écouler son surplus de poulets au Sénégal. En 4 ans, les deux-tiers des fermes avicoles sénégalaises ont fermé. En clair, la libéralisation des marchés profite aux consommateurs du Nord et aux entreprises privées.

• Le budget mondial pour la publicité dépasse celui alloué à l'éducation.

• L'AGCS (Accord général sur le Commerce des Services) qui est une machination qui figure parmi les 28 accords fondateurs de l'OMC pour répondre aux impératifs de profit des entreprises de plus en plus boulimiques de profits. Cet accord consiste à libéraliser le commerce des services. Quels sont ces services? Des secteurs essentiels à la vie: l'eau, la santé, l'éducation, la culture... sont épargnés, la police, la justice et l'armée. Cela vous surprend!

Pas assez de volume! Notes sur l'OMC, de Vincent Glenn décode pour nous l'OMC, plus puissante que l'ONU, qui fait la pluie et le beau temps sur les marchés et réduit l'humain à sa seule fonction de consommateur. Avec la menace des changements climatiques et l'OMC qui nous contrôle, l'humanité est vraiment mal barrée.

CLÔDE DE GUISE

Jarhead : dépressions militaires en série

ALORS QUE GEORGE BUSH EST AU PLUS BAS DANS LES SONDAGES, nous arrive des États-Unis *Jarhead*, l'adaptation cinématographique talentueuse de Sam Mendes, du best-seller éponyme signé par un jeune vétéran de la guerre du Golfe Anthony Swofford. Présenté comme un brûlot révélateur de la vérité quotidienne des G.I.s perdus dans le désert irakien, le film ne met pourtant pas la guerre en perspective. En 2004, année de la Palme d'or et de la grande distribution de *Fahrenheit 9/11*, le cinéma a semblé, en véritable art de l'illusion, se liguier contre Bush. Peine perdue. Le réélu peut régir tranquille, sans le moindre souci à craindre de cette nouvelle peinture de la guerre du Golfe qui ne fait au mieux qu'ouvrir un nouveau sous-genre dans le genre du film de guerre.

Ces carnets de route sont narrés par la voix off, trop bavarde, de Swoff, le bleu naïf mais respectable car futur auteur du livre inspirateur du film! D'entrée, son initiation rappelle, là-haut, tout là-haut, *Full Metal Jacket* de Kubrick. Crânes rasés, répliques hurlées, décor immaculé, sourcils froncés... Tous les clichés sont bons pour souligner la rudesse martiale.

Tout le propos est contenu dans le cercle formé par quelques recrues en quête d'un impossible baptême du feu. La caméra suit les soldats au dortoir comme aux manœuvres, dans des scènes classiques de camaraderie bien composées par le cinéaste et homme de théâtre Sam Mendes.

Mendes fait flèche de tout bois. Vision panoramique des ombres de soldats découpées sur l'horizon, ralenti d'une pluie de poussières d'obus, levé de soleil en accéléré, mirages blancs, explosions de tirs de mortier à deux pas du spectateur... L'œuvre splendide de réalisateur pionnier du Golfe innove, mais elle respecte aussi les recettes du genre, ainsi la bande sonore rythmée par des chansons branchées. À ce petit jeu de sensationnel maîtrisé, comme dans « *L'Enfer du devoir* », cette série télévisée classique des années 80 sur une troupe du Vietnam. Le plaisir du cinéophile réside dans la créativité, dans les clins d'œil malins, à des références cinématographiques récentes, et dans l'effort soutenu de construction dramatique et surprenant.

Si *Jarhead* exprime un tant soit peu une vision du monde, l'implacabilité

de la condition humaine et la peur du vide mental y domine. Débarrassés des contraintes habituelles (la jobine, la télé et la petite famille), ces jeunes Américains brûlent vite leur stock d'énergie, d'enthousiasme et de bonne volonté sans rien recevoir en échange. Peu avant le générique final, au retour de leur fausse guerre sans un vrai combat, ni même un danger réel, chacun trouve un boulot dans le civil. Le Golfe passe pour une expérience professionnelle comme une autre dans la vie de ces « boîtes de conserve » – traduction libre de *Jarheads*, l'image de marque de ce film à gros budget et le symbole de l'homme conditionné (dans l'ambition conciliatrice du cinéaste).

Le bref pic de conscience politique perturbatrice dans les rangs est atteint à l'approche d'une équipe de télévision venue sonder le moral des troupes. En guise de mise au point préalable bien carrée, le sergent-chef ordonne à ses hommes de vanter les mérites de l'armée et de son action en Irak. Quelques voix s'élèvent en protestation contre cette forme évidente de censure, mais la mini-révolte est vite écrasée par l'aboyeur. En vertu du contrat signé pour revêtir l'uniforme, le Marine doit fermer son clapet. Le marché est si clair que personne n'y trouve à redire: l'Amérique achète ainsi à ses sujets le devoir de mentir et de crever sans se plaindre. Mais ces soldats ont encore un droit inaliénable, celui de revenir au prochain conflit dans la région.

En conclusion du sobre récit linéaire, enfin rentré à la maison, le sentiment d'urgence retombe à zéro, la confusion enlène, et la dépression s'impose facilement chez ces pantins ni héros, ni anti-héros... des gens sans grande histoire, finalement. *Jarheads* retranscrit leur *trip* sous forme d'épisodes d'abord divertissants, comme dans « *L'Enfer du devoir* », cette série télévisée classique des années 80 sur une troupe du Vietnam. Le plaisir du cinéophile réside dans la créativité, dans les clins d'œil malins, à des références cinématographiques récentes, et dans l'effort soutenu de construction dramatique, presque philosophique.

FRANÇOIS CAVAILLÉS